

" Les socialistes sont prêts, le changement est proche "



« Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Après deux années difficiles, liées à la crise, nous attendions une année meilleure en 2010. Ce ne fut pas le cas.

Le monde n'est pas sorti de la crise financière, comme l'ont montré les attaques aigües contre la Grèce, l'Irlande et le Portugal et la situation économique défavorable dans la plupart des pays européens dont la France.

Les guerres se poursuivent en Afghanistan, en Irak, des attentats ont lieu contre les chrétiens en Irak, en Egypte et ces derniers jours à nouveau des morts et des tués au Proche-Orient.

De nombreux pays vivent des crises politiques inquiétantes, la Côte d'Ivoire où Laurent Gbagbo refuse de respecter le choix des urnes, le Liban qui n'en finit pas

de se déchirer, et l'Algérie et la Tunisie où le peuple demande plus de justice et de liberté. Le Parti socialiste tient à assurer le peuple tunisien de son soutien et de sa solidarité et attend que la France adopte enfin une attitude de condamnation ferme de la répression.

Ce début d'année 2011 a donné lieu à l'odieux enlèvement et à la mort de deux ressortissants français au Niger, rappelant à ceux qui en doutaient l'instabilité du monde et la barbarie du terrorisme à laquelle notre pays, comme d'autres, est exposé. Ce matin, je pense à Antoine et Vincent, ainsi qu'à leurs familles et à leurs proches. Nos deux jeunes compatriotes ont perdu la vie parce qu'ils étaient là à ce moment-là, et parce qu'ils étaient français. Dans ces moments, la France a le devoir d'être unie et le gouvernement de faire toute la lumière sur ce qui s'est passé et d'en informer l'opinion.

L'AGENDA

29 janvier

► Mobilisation

**Réunion des Premiers
secrétaires fédéraux
au siège du Parti**

30 janvier

► Rassemblement

**Réunion des Secrétaires
de section
au Palais des Congrès**

2 février

► Rendez-vous

Forum des idées institutions "Pour un pacte
républicain renoué", à Paris





L'info en continu

Tunisie

Le mouvement a commencé à Sidi Bouzid. Mohamed Bouazizi, jeune diplômé devenu vendeur ambulant de fruits se fait réquisitionner sa marchandise car il ne possède pas d'autorisation de vente. Après avoir plaidé en vain sa cause auprès du gouverneur, le jeune homme de 26 ans s'immole.

Son acte désespéré fait naître dans le pays un mouvement de protestation pacifique durement réprimé par les forces de l'ordre. Le 31 décembre, le Parti socialiste, par un communiqué du Secrétariat national à la coopération exprimait sa « *solidarité à l'égard du mouvement de protestation* » et appelait « *les autorités tunisiennes à garantir la sécurité des militants, des journalistes et des avocats, à protéger le droit à l'information et le droit de manifester pacifiquement* ». Mohamed Bouazizi meurt le 4 janvier. La colère du peuple tunisien a finalement raison des vingt-trois années de régime Ben Ali. Le président prend la fuite le 14 janvier. « *Depuis près d'un mois, les Tunisiens se mobilisent et manifestent pour demander plus de liberté et plus de justice, déclare alors Martine Aubry, ils ont subi la répression brutale du pouvoir, qui a fait de nombreuses victimes. Le départ du Président Ben Ali doit permettre la transition démocratique* ».

En mai dernier, Pouria Amirshahi et Razzy Hammadi recevaient Taoufik Ben Brik une des figures de l'opposition au système Ben Ali. Cet été, l'Université d'été

L'Histoire n'est pas un tapis roulant sur lequel il suffirait de se laisser mener avec pour seul choix d'aller plus ou moins vite. **Non, l'Histoire est ce que nous en ferons : elle est toujours un résultat, jamais un postulat.** À l'heure des espoirs, des bilans et des résolutions, c'est ma conviction : je ne fais pas de la politique pour me résigner, ni pour céder au prêt à penser.

En 2012, nous prendrons des décisions qui s'imposent pour retrouver une France forte parce que dynamique, juste parce que solidaire et confiante parce qu'apaisée.

Mais 2011 ne doit pas être une année perdue pour la France. Nous attendons des actes de la part du gouvernement. Le Président de la République a dit dans ses vœux que 2011 devait être une année utile. Nous le prenons au mot. **Si Nicolas Sarkozy veut faire de 2011 une année utile, une priorité absolue s'impose à lui : l'emploi, l'emploi, l'emploi.**

Faire de l'emploi la priorité des priorités, c'est fixer de nouvelles règles au système financier international. La France a pris la présidence du G20. Une présidence utile serait une présidence qui permettrait enfin d'avancer vers davantage de régulation de la finance et vers un nouvel ordre monétaire plus équilibré. Nous attendons du président de la République plus que des mots et des discours. La France doit aussi porter l'exigence d'une Europe dotée d'un gouvernement économique, d'une politique commerciale réarmée imposant un juste échange, et d'une harmonisation sociale et fiscale, des coopérations renforcées en matière d'énergie et de recherche.

Faire de l'emploi la priorité des priorités, **c'est retrouver le chemin de la croissance** : les marges de manœuvre existent. Il faut revenir notamment sur les dizaines de milliards d'euros de dépenses et cadeaux fiscaux décidés depuis 2002, réorienter une partie de ces fonds vers le soutien à l'économie réelle et vers le développement durable, et baisser l'endettement. Les politiques d'austérité telles qu'elles sont mises en œuvre aujourd'hui tournent le dos à cette logique et constituent une absurdité économique et une aberration sociale.

Faire de l'emploi la priorité des priorités, **c'est redonner un avenir à notre industrie**, ce qui impose le retour d'un État stratège et d'un État pilote. Comme vous le savez, nous défendons un Pôle public d'investissement industriel, mais nous montrerons dès 2011 comment les régions et les métropoles que nous dirigeons préparent les emplois de demain.

Faire de l'emploi la priorité des priorités, **c'est agir pour les jeunes** : vous connaissez nos propositions pour créer 200 000 emplois d'avenir pour les jeunes, lutter contre le décrochage et donner une formation professionnelle à chacun d'entre eux. Il conviendrait d'agir dès maintenant.

Faire de l'emploi la priorité des priorités, **c'est empêcher les licenciements financiers** en rendant très coûteux les licenciements dans les groupes qui font des bénéfiques, et en donnant aux salariés, lorsque les actionnaires dilapident l'entreprise, la possibilité de saisir le juge pour faire stopper ces pratiques. Avec de telles mesures, on aurait pu éviter beaucoup de drames, de Continental à Molex.

Préparer l'emploi de demain, **c'est aussi valoriser le travail.** Nous connaissons le projet de M. Sarkozy. Moins de travail, moins de salaire, plus de stress, plus de précarité : on l'a vu encore ces derniers jours avec la nouvelle attaque du gouvernement contre les fonctionnaires. Il les voudrait toujours moins nombreux, plus précaires, il supprime leur formation et leurs moyens d'action.

Alors, pour une année 2011 utile en matière d'emploi, je demande au président de la République et au gouvernement de prendre au moins deux décisions immédiates : **l'abrogation de l'absurde défiscalisation des heures supplémentaires pour financer des emplois d'avenir pour les jeunes et la généralisation du contrat de transition professionnelle**, cent fois annoncée, jamais réalisée, pour accompagner les salariés victimes de licenciements économiques.

J'aborde cette année avec optimisme parce que nous nous sommes tournés vers notre pays et vers les Français, que nous avons beaucoup débattu, beaucoup travaillé et, je le crois, beaucoup innové dans nos propositions pour remplacer un système qui a failli.

Avec optimisme aussi, parce que les socialistes en cette rentrée 2011, partagent le même état d'esprit : grave et responsable face aux enjeux, mais aussi enthousiaste car il s'agit d'apporter à notre pays un avenir meilleur. **Alors, je le dis avec confiance aux Français : les socialistes sont prêts, le changement est proche.** Encore une fois, bonne année à tous ! »

Retrouvez la vidéo des vœux à la presse de Martine Aubry sur parti-socialiste.fr



Les socialistes à l'offensive

À l'Assemblée nationale

Le Conseil constitutionnel a donné jusqu'au 1^{er} juillet au gouvernement pour agir, les décisions de la Cour de cassation et de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) ne lui laissent de toutes façons pas le choix. La réforme de la garde à vue est entrée mardi en débat à l'Assemblée nationale pour deux semaines. « *Le texte qui est présenté est bâclé*, affirme Dominique Raimbourg, député de Loire-Atlantique qui conduit les débats pour le groupe socialiste, *il n'y a aucune analyse sur les besoins et les pratiques. On subit les conséquences de la politique du chiffre* ». En 2009, plus de 800 000 gardes à vue ont été enregistrées, « *On peut considérer que plus de 300 000 personnes ont été privées de liberté pour rien*, explique Bernard Roman, député du Nord, *il faut rester ferme sur nos principes en réaffirmant que la garde à vue est une privation de liberté, ce qui est le plus cher au cœur des Français.* »

La vie du Sénat

Difficile de contester l'accroissement des déserts médicaux. Lors des débats qui se

tenaient la semaine dernière, les sénateurs étaient unanimes sur le constat : « *D'une région à une autre, on passe de seulement un médecin pour 100 000 habitants à quatre* », souligne Jean-Luc Fichet, sénateur PS du Finistère. Une disparité dans l'offre de soins difficile à résorber : « *Malgré les mesures incitatives existantes, on est loin d'assister à une ruée vers les zones rurales* », déplore-t-il. Même les maisons de santé pluridisciplinaires censées attirer les professionnels de santé font peu d'émules.

« *Les médecins n'ont aucune contrainte, ils peuvent s'installer où ils veulent*, explique Jean-Luc Fichet, *nous sommes convaincus qu'on ne fera pas d'économies sans un système coercitif qui consisterait, a minima, à contraindre les jeunes médecins à venir s'installer en zones rurales pendant une durée d'au moins un à cinq ans.* » Cette mesure est d'ailleurs développée dans la Convention Égalité réelle. Autre sujet débattu cette semaine : la loi Loppsi 2 que la Commission des Lois du Sénat a modifiée en deuxième lecture. Sur proposition de son rapporteur, elle a finalement décidé de revenir au texte

d'origine. « *Loppsi 2 est avant tout d'un énième texte sur la sécurité, à raison d'un tous les six mois, on en est au douzième depuis 2002* », déplore Alain Anziani, sénateur PS de la Gironde. Même peine, même punition, les sénateurs PS s'opposent toujours à un texte qui « *va sanctionner les plus faibles, les plus pauvres, les SDF ou les mineurs* ».

Parlement européen

La délégation socialiste française au Parlement européen condamne l'entrée en vigueur de la loi hongroise sur les médias alors même que la Hongrie a pris la présidence de l'UE. « *Avec nos camarades du groupe S&D (socialistes et démocrates), nous demandons à la commission des libertés civiles d'étudier la loi hongroise et ses contradictions avec les textes fondamentaux de l'UE. Nous sommes favorables à l'éventuelle utilisation de l'article 7 du traité de Lisbonne pour sanctionner la Hongrie. Par ailleurs, nous saisissons la venue de Viktor Orbán à Strasbourg lors de la session de janvier pour l'interpeller sur cette question* », a soutenu Catherine Trautmann, présidente de la délégation socialiste.

VIE DU PARTI

En route vers la transition environnementale

Un nouveau séminaire de réflexion pour étoffer son programme. Telle est l'ambition de la rencontre qui aura lieu au siège du Parti socialiste samedi 22 janvier. « *Nous tenions à réunir des acteurs économiques impliqués dans ces filières dites de croissance verte et qui font partie de l'économie de demain* », explique Laurence Rossignol, Secrétaire nationale à l'environnement et au développement durable qui animera les débats. Un représentant de chacune de ces filières viendra témoigner : autant dans l'agriculture bio, les agro-ressources, que les cleantechs, le traitement de déchets, etc. Parmi eux, Jean-Marie Carton, président de l'Una-CPC CAPEB (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment), François Momboisse, président de la Fevad (Fédération e-commerce et vente à distance) et Sébastien Lapeyre,

directeur du CNID (Centre national d'information indépendante sur les déchets). Chacun sera invité à répondre à trois questions clefs : « *La transition environnementale : Quel gisement de richesses ? Quel gisement d'emplois ? Quelles attentes vis-à-vis des pouvoirs publics ?* ». « *L'ambition du PS est de réindustrialiser la France, rappelle Laurence Rossignol, ce séminaire s'attachera à révéler ce que la transition environnementale recèle comme potentiel de création de richesses et d'emplois.* » Autre objectif affiché par la Secrétaire nationale : « *il s'agit de montrer au secteur de l'économie verte que nous sommes prêts à leur offrir demain un cadre de travail capable de leur assurer une visibilité et une pérennité* ».

► **Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site du PS : parti-socialiste.fr**

de La Rochelle invitait Mustafa Ben Jaafar, qui vient de démissionner de son poste de ministre de la Santé dans le gouvernement d'union nationale, pour « *protester contre la présence de ministres issus du parti du Rassemblement Constitutionnel Démocratique.* » Le Parti socialiste, présent dans la manifestation parisienne du 15 janvier de soutien aux Tunisiens, a dénoncé le comportement du gouvernement français face à cette révolution de jasmin. « *Le rôle de la France n'est pas de proposer d'accompagner la répression comme l'a fait Michèle Alliot-Marie, a affirmé Harlem Désir, mais d'être aux côtés du peuple tunisien qui se bat pour la liberté* ». François Hollande a critiqué « *le silence assourdissant* » et les « *paroles ministérielles inacceptables (...)* qui ont choqué. » Pierre Moscovici a ajouté : « *Nous devons avoir un mot d'ordre : démocratie, un mot que n'a jamais employé le gouvernement français.* » Benoît Hamon a réaffirmé le soutien « *total* » du parti à un processus de transition démocratique. « *Nous souhaitons qu'il débouche sur un État stable, démocratique et laïque, a rappelé le porte-parole du PS, nous nous mettons aux côtés de ceux qui militent et travaillent pour cette transition démocratique.* »

Enquête

Vous ferez peut être partie des 1 150 adhérents contactés par l'institut GfK ISL jusqu'au 12 février, dans le cadre de l'enquête menée par le Cevipof sur les militants socialistes. Cette enquête sera ensuite publiée dans un numéro spécial de La Revue socialiste à paraître en mai. On compte sur vous !

PS



Nos propositions pour les revenus

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DE REVENUS C'EST POSSIBLE



Le PS propose de revaloriser le Smic, d'agir sur tous les salaires par des rendez-vous nationaux de négociation annuelle, et une grande réforme fiscale pour que chacun soit imposé réellement en fonction de ses moyens.



Plus de propositions sur parti-socialiste.fr/lePSpropose

Alain Vidalies , Secrétaire national au travail et à l'emploi :

« Les socialistes sont tout d'abord favorables à l'augmentation des salaires. Un gouvernement de gauche proposera une véritable augmentation du Smic. Nous ne nous contenterons pas de l'augmentation obligatoire. Nous déciderons un véritable coup de pouce chaque année. Pour que le pouvoir d'achat des 10% de salariés les plus modestes connaisse une véritable augmentation.

Mais la revalorisation doit concerner tous les salaires. Chaque année, nous organiserons une conférence sur les salaires avec les partenaires sociaux pour définir les objectifs d'augmentation. Cette conférence sera relayée par la négociation par branches et avec les entreprises. Pour encourager ce mouvement, nous utiliserons un système de bonus/malus sur les cotisations que paient les

entreprises. Celles qui s'inscriront dans les objectifs d'augmentation des salaires seront naturellement mieux traitées que celles qui refuseraient de partager ces objectifs.

Il faut également que les inégalités de revenus cessent de s'accroître. Aujourd'hui les écarts sont considérables, ils n'ont fait que se creuser avec la droite. Nous mènerons une grande réforme fiscale. La seule façon de redonner plus de justice est d'avoir un impôt progressif. Nous proposerons l'idée d'un revenu maximum sur une échelle qui aille de 1 à 20 à l'intérieur de chaque entreprise. Cette idée de revenu maximum sera inscrite dans la loi et fera l'objet d'une négociation avec les partenaires sociaux. Nous mettrons en œuvre ces propositions à partir de 2012 si nous sommes en situation de responsabilité ».